

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

**RECEPISSE DE DEPOT DE DECLARATION**

**CONCERNANT L'AMENAGEMENT DU LOTISSEMENT  
« HERON III »**

**COMMUNE DE BIACHE SAINT VAAST**

Dossier n°62-2018-00095

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

**VU** le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Civil, et notamment son article 640 ;

**VU** le décret n°94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et 372-3 du code des communes ;

**VU** le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature ;

**VU** le dossier de déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement reçue le 11 août 2017, présentée par NORD LOTIR, enregistrée sous le n° 62-2017-00175 et relative à l'aménagement d'un lotissement sur la commune de BIACHE SAINT VAAST ayant fait l'objet d'une opposition tacite le 30 novembre 2017;

**VU** le nouveau dossier de déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement reçue le 24 avril 2018, présentée par NORD LOTIR, enregistrée sous le n° 62-2018-000 95 et relative à l'aménagement d'un lotissement sur la commune de BIACHE SAINT VAAST

**VU** le récépissé de déclaration délivré le 4 mai 2018 ;

**Annule le récépissé de déclaration** délivré le 4 mai 2018, la superficie totale du projet étant de 4,12 ha.

donne récépissé du dépôt de sa déclaration à :

**NORD LOTIR**  
**35 rue Gustave Dubled**  
**59170 CROIX**

concernant le rejet des eaux pluviales issues de l'aménagement d'un lotissement « Héron III » d'une superficie de 3,96 ha augmenté d'un bassin versant intercepté d'une surface de 0,16 ha, en extension des lotissements « Héron 1 et 2 » d'une superficie totale de 7,18 ha dont la réalisation est prévue Rue de Mésanges et Rue Gambetta sur la commune de BIACHE SAINT VAAST.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

<i><b>Rubrique</b></i>	<i><b>Intitulé</b></i>	<i><b>Régime</b></i>	<i><b>Arrêté de prescriptions générales correspondant</b></i>
<b>2.1.5.0</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation)) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (Déclaration)	Déclaration	Aucun

Copie de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de la commune de BIACHE SAINT VAAST où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Scarpe amont pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R..514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie de BAICHE SAINT VAAST ;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

En application de l'article R.214-40-3 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée à M. le Préfet du Pas-de-Calais au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARRAS, le 23 AOUT 2018  
Pour le Préfet et par Délégation  
Pour le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer et par subdélégation  
Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

